



Vu pour être annexé à la décision du Bureau

2020-066 DB du 24 septembre 2020

Le Président

Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET



PROJET DE CONVENTION

« Modernisation de l'Appareil Productif » (MAP)

ENTRE :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE, représentée par Monsieur Michel PATTÉE, Vice-Président, autorisé à signer la présente convention par décision du Bureau Communautaire n° 2020-XXX-DB du 24 septembre 2020, d'une part,

ET :

FRANCE FIL INTERNATIONAL

Type de société : SAS

Siège social : **18 rue des Mariniers – 49 350 Saint-Clément- des- Levées**

Représentée par Monsieur Hadi REMITA, son président.

N° SIRET : 33890313100013 - Code NAF : 2511Z

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

La Communauté d'Agglomération et le Bénéficiaire sont ci-après désignés, individuellement ou collectivement, par les termes « Partie » ou « Parties »

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE le 26 juin 2014,

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article 1511-2,

VU le règlement des aides à la modernisation de l'appareil productif des entreprises approuvé par le Bureau Communautaire en date du 25 octobre 2018, fixant les modalités d'éligibilité de l'aide,

VU la délibération n° 2020-036-DC du Conseil Communautaire en date du 11 juin 2020 approuvant l'évolution dudit règlement d'intervention relatif à la modernisation de l'appareil productif suite à la crise sanitaire du Covid-19 ;

VU la demande déposée par le bénéficiaire en date du 2 juillet 2020 au titre de son projet d'acquisition de ligne d'assemblage

ATTENDU QUE :

La société FRANCE FIL INTERNATIONAL, installée à Saint-Clément-des-Levées, est dirigée par Monsieur Hadi REMITA dont l'activité est la production de construction en acier.

Désormais, l'entreprise emploie 74 personnes en CDI, et réalise un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros.

Dans la poursuite de son développement et afin de maintenir sa compétitivité sur des marchés très concurrentiels, l'entreprise souhaite acquérir une ligne de montage de container lui permettant d'améliorer les conditions de travail de ses collaborateurs, d'augmenter la quantité produite de container et notamment la productivité pour les marchés du recyclage et PET (polyéthylène téréphtalate recyclé).

L'entreprise chargée de la prestation réalisation et mise en place d'une ligne d'assemblage de container est implantée à Longué-Jumelles.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien apporté par la Communauté d'Agglomération pour la réalisation d'un projet de développement économique par le bénéficiaire. Ce projet consiste en l'acquisition d'une ligne de montage de container permettant une meilleure productivité tout en facilitant les conditions de travail des collaborateurs du site de production.

1.2 Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie au paragraphe 1.1. ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AIDE ACCORDÉE PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

2.1. Au vu du programme d'actions présenté par le bénéficiaire (dont le détail figure en annexe), la Communauté d'Agglomération s'engage à verser au Bénéficiaire une **subvention d'un montant de 21 480 €** sur une dépense éligible de 71 600 € HT.

2.2. Le montant de l'aide accordé par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au bénéficiaire, pourra être recalculé pour rester proportionnel au montant des dépenses prises en compte et réellement engagées par ce Bénéficiaire dans les cas suivants :

- au terme du programme d'actions,
- en cas de modification dans l'exécution du Programme d'actions qui entraînerait une modification du montant prévisionnel des dépenses engagées par le Bénéficiaire,
- en cas de retrait du Projet du Bénéficiaire.

ARTICLE 3 - MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1. La subvention de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire d'un montant de **21 480 euros**, sera versée au Bénéficiaire comme suit :

- un acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- au terme de l'exécution du Programme, le solde restant sera versé. Ces conditions devront nécessairement être réalisées avant le 1^{er} septembre 2023 afin de permettre le versement du solde.

3.2. Les dépenses engagées par le Bénéficiaire dans le cadre de la réalisation du programme d'action seront prises en compte, pour le calcul du montant des aides attribuées par les collectivités, à compter du 1^{er} septembre 2020, date de début du programme.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage, sous peine de résiliation de la Convention, à :

- utiliser les aides qui lui sont attribuées par les collectivités pour la seule réalisation du programme,
- ne pas employer tout ou partie de l'Aide, en subventions à d'autres associations, sociétés, organismes ou œuvres,
- engager les dépenses concernées au sein de son site de « Saint-Clément-des-levées » et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet, dans les conditions formulées dans le dossier de candidature,
- informer la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, sans délai, de tout acte et de tout fait modifiant ou susceptible de modifier le contenu de la présente convention,
- fournir les informations visées à l'article 3.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

5.1. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par le Bénéficiaire. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût du programme d'actions.

5.2. Le Bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège du Bénéficiaire.

ARTICLE 6 - COMMUNICATION

6.1. Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » sur l'ensemble de ses documents et publications officiels de communication relatif à l'Aide, notamment en faisant figurer le logo.

6.2. Il s'engage également à faire mention du soutien de la Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 7 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.1. La Convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

7.2. La Convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur.

7.3. Le Bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement du solde de l'aide.

ARTICLE 8 - MODIFICATION ET RÉSILIATION

8.1. La présente convention pourra faire l'objet d'avenants pour la modification d'un ou de plusieurs de ses articles et/ou annexes, à l'initiative concertée des Parties.

8.2. En cas de non respect par le Bénéficiaire de tout ou partie de ses obligations, en particulier :

- si les engagements définis dans la présente convention n'étaient pas tenus,
- en cas de non-exécution ou d'exécution partielle du programme d'actions,
- si les justifications fournies et les déclarations se révélaient inexacts.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, se réserve le droit, après avoir entendu ledit Bénéficiaire, de suspendre à l'égard de celui-ci l'aide accordée par les collectivités ou d'y mettre fin par résiliation de la présente convention à son égard.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut alors exiger le remboursement, de la part dudit Bénéficiaire, de tout ou partie des sommes qu'elle lui aurait déjà versées.

ARTICLE 9 - LITIGES

9.1. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable

9.2. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent

ARTICLE 10 - PIÈCES CONTRACTUELLES

La pièce contractuelle régissant la convention est :

- la présente convention.

Fait le
en 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Pour l'entreprise France Fil International,

Le Vice-président en charge de l'Industrie
Michel PATTÉE

Le Président
Hadi REMITA